

Contribution de Jean Chambon secrétaire de Section du PCF de Pierre-Bénite - Rhône

Je réagis au texte voté par les membres du Conseil National. Je veux saluer son acte politique qui affirme que la gravité historique des crises du capitalisme créait le besoin de propositions de haut niveau au plan économique, social, écologique et démocratique que devra porter une nécessaire candidature communiste à la présidentielle.

Le CN fait ainsi acte de responsabilité devant la gravité de la situation qui appelle des propositions radicales pour dépasser le capitalisme et ouvrir la voie à une nouvelle civilisation. **C'est l'originalité des communistes et de leur candidature.** Faire connaître nos idées dans ce grand moment du débat national sur le devenir du pays, de l'Europe et du monde, doit s'incarner dans une candidature. **Cela est à mes yeux le plus important,** ne doit pas faire peur et être vécue avec espoir, confiance et lucidité.

En 2012 et 2017, notre ralliement à Mélenchon n'a pas permis d'ouvrir une alternative au capitalisme, ni de faire reculer les idées d'extrême droite et l'abstention. Cela nous a effacés et a laissé la gauche sous l'hégémonie d'une sociale démocratie prisonnière de ses choix d'accompagnement à la crise qui a fait le lit à la finance, à l'Extrême droite, au populisme et à Macron le moment venu. Tout cela a nourri le défaitisme et le fatalisme qui ont gagné du terrain. Le capital est le grand gagnant !

Le choix fait par le CN est donc salutaire d'autant que certains multiplient les peurs et les provocations pour tenter de nous faire sortir de cette voie qui n'est pas de circonstance. Elle est appelée à durer.

Ainsi, un amendement proposait que notre candidature soit rétractable au profit d'un candidat de la gauche avec une « clause de revoyure » formulée ainsi par P. Laurent : « *Le PCF assumera ses responsabilités pour de nouvelles décisions si les évolutions politiques le permettent et le nécessitent* ». **Le CN a rejeté cet amendement. C'est un acte responsable et clarificateur. Notre candidature ira jusqu'au bout.**

Le combat politique pour un changement anticapitaliste traverse le parti. Il sera présent à la Conférence Nationale et après. Les communistes ont droit au débat, ils doivent donc se mobiliser pour décider majoritairement dans le sens retenu par notre dernier congrès d'autant que des ambiguïtés subsistent dans le texte. Il faut les lever pour qu'elles ne soient pas un handicap dans la campagne.

Sur le rapport des forces ? Les mobilisations en cours déboucheront-elles sur un mouvement social d'ampleur ? Les motivations qui y poussent sont légions. Le ras le bol et les colères sont là car la pandémie, la crise économique et les choix du pouvoir et du capital aggravent tout avec violence : les inégalités, le chômage, la précarité, la pauvreté, la santé alors que les super-riches s'enrichissent et les grandes entreprises versent des dividendes faramineux.

Le quinquennat a vu des mouvements sociaux importants qui ont permis de freiner, de repousser, mais le constat est : bien qu'utiles et déterminés, ils n'ont pas encore permis de victoire ! Depuis la fin du confinement, les luttes ont repris, nombreuses, diversifiées, présentes dans les territoires, des convergences se créent notamment dans les groupes avec des salariés déterminés à défendre emplois, industries et territoires. Elles bousculent le défaitisme, le pouvoir les craint car l'espoir renaît surtout quand les communistes travaillent à leur débouché politique en portant des propositions alternatives.

La chape de plomb se fissure, les peurs reculent et les consciences bougent. Pourtant au final l'addition sera présentée à notre peuple. Voilà ce que prépare Macron et le patronat. **Le pire est donc à venir !** C'est aussi la raison d'une montée de la répression et des violences patronales. Une sorte de changement de régime pour imposer de force les choix du capital se construit peu à peu avec les diverses lois liberticides dont celle dite « Sécurité globale » rejetée par notre peuple.

Nous avons besoin de lucidité. Le mouvement social actuel ne gomme ni le sentiment d'impuissance, ni la fatalité, ni le manque de conscience sur le besoin de porter des propositions radicales incontournables pour construire l'union pour une alternative politique. Le mouvement populaire doit être conscientisé avec l'apport du projet communiste. Présence communiste et contenu transformateur sont aujourd'hui, les conditions de l'élargissement du rassemblement populaire, et les conditions pour qu'il remporte des victoires, dans la rue et dans les urnes.

Une surévaluation serait une erreur conduisant à l'attentisme et donnant l'illusion que les luttes posent en elles-mêmes la question du changement de politique et de pouvoir qui tendrait les bras à la gauche. Elle n'aurait qu'à sceller « son union » pour une « *alternative politique autour d'un pacte d'engagements législatifs communs* ». avec un contenu réduit au plus petit dénominateur commun et l'effacement des divergences. Cela ressemble aux « lundis de la gauche » de 2016, qui furent un échec.

Présentée comme « offre politique » - expression incongrue laissant à penser que nos réponses à la crise sont négociables – cette démarche donne la primauté aux législatives, dilue et affadi les idées de notre candidat, d'autant plus que la négociation aurait lieu pendant la campagne de la présidentielle. Ne prépare t-on pas un « marchandage » entre d'un côté l'abandon en cours de route de la candidature et de l'autre le gain de quelques députés ?

La conférence nationale devra clarifier et dépasser notre contradiction entre l'affirmation de notre projet avec notre candidat, et la construction de cette unité de sommet qui gomme les différences pour ne retenir qu'« un moindre mal négocié » loin des attentes et des besoins objectifs pour une issue.

Est sous-jacente l'idée que les programmes se valent, alors que les contenus sont différents. La gauche ne souffre pas d'un manque d'unité, mais de la faiblesse de ses réponses à la crise, alors qu'il faut aujourd'hui désigner clairement les cibles du système à atteindre, et les chemins de lutte pour y parvenir. C'est la raison de fond pour laquelle la candidature communiste, à ce point de mûrissement de la crise du capitalisme, relève de la nécessité absolue et constitue un acte utile à la reconstruction d'une gauche authentique.

Certains suggèrent que cette union au sommet ait comme ciment la 6ème République derrière laquelle s'effaceraient tous les programmes. Mais, une 6ème République désincarnée des enjeux de classe serait alors vide de sens notamment sur l'exigence de nouveaux pouvoirs décisionnels, dans l'entreprise jusqu'à l'Europe en passant par l'État. Sans cela, la 6ème République, restera un vœu pieu, du vent...

C'est au contenu de classe du changement qu'il faut travailler pour que le mouvement populaire devienne irrésistible. Ce qui interdit tout raccourci et notamment les oppositions travaillées par Macron et l'Extrême droite : privé/public, jeunes/anciens, femmes/hommes, français/immigrés, les religions entre elles, Séparatisme etc pour faire vivre la solidarité, les convergences des luttes et la bataille pour le changement de politique, ce qui nécessite des mobilisations, de multiplier les débats, de mettre en place des comités locaux de campagne qui a besoin de communistes unis et engagés.

Tel est le sens de la candidature communiste qui n'est ni à la marge ni par défaut ni de témoignage. Je trouve ignobles ceux qui pensent que le parti devrait s'exclure de l'élection et laisser les "grands" jouer entre eux. Il s'agirait selon moi, d'une faute politique de voir cette élection comme marginale pour les communistes, alors qu'elle est devenue la plus prisée des Français et un grand moment du débat d'idées où chaque parti dans le cadre du pluralisme défend son projet dès le 1^{er} tour.

Je suggère enfin que l'emploi soit placé en tête des 10 axes prioritaires, et mieux développé au regard de la gravité de la situation et des prévisions estimant que la crise économique sera catastrophique. Affirmons que l'emploi ne doit plus être la conséquence de critères de gestion arc-boutés sur la rentabilité, qu'il doit être le socle, avec la formation, du développement social et économique.

Face à la puissance des marchés financiers qui imposent leurs choix politiques, construisons un très large rassemblement populaire agissant, pour des changements radicaux, effectifs et cohérents, dans les services publics, dans les branches, les industries et les territoires, avec au cœur notre proposition de système de Sécurité d'Emploi, de Formation et de revenu pour chacun.e, entraînant toute la société vers une éradication du chômage et de la précarité.

C'est une proposition révolutionnaire qui étend les principes de la sécurité sociale à l'emploi et à la formation. C'est la liberté de choix de chacun.e d'une mobilité choisie entre formation et emploi et vice versa, d'une profession à l'autre avec la garantie d'un revenu, le salaire dans l'emploi et une allocation de formation financée par une contribution sociale prélevée sur les richesses créées.

Ce qui exige de nouveaux critères de gestion des entreprises, de nouveaux pouvoirs sur l'utilisation de l'argent pour qu'il réponde aux besoins sociaux, d'emploi et de développement.

Avec le projet communiste et l'engagement de notre candidat.e nous armons notre peuple d'idées précises, concrètes, faisant le poids. C'est ce qui fera la différence !